



4^{TA} SESSIONE STRASURDINARIA DI U 2026
25 ET 26 DI GHJUGNU DI U 2026
4^{ÈME} SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2026
25 ET 26 JUIN 2026

N° 2026/E4/031

**Question orale déposée par Mme Paule CASANOVA-NICOLAI
au nom du groupe « Un Soffiu Novu - Un Nouveau Souffle pour la Corse »**

OBJET : IMPACT ET PRÉVENTION DU BOMBYX DISPARATE

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs mois, de nombreuses communes de Corse, et notamment dans le Taravo, sont confrontées à une pullulation exceptionnelle du bombyx disparate qui provoque d'importantes défoliations des chênaies et suscite une vive inquiétude parmi les habitants, les élus locaux, les exploitants agricoles et les propriétaires forestiers.

Au-delà des conséquences paysagères particulièrement visibles, ce phénomène interroge sur ses impacts à moyen et long terme pour les écosystèmes forestiers, les activités agricoles, l'élevage extensif, l'apiculture ainsi que l'attractivité touristique de territoires ruraux déjà fragilisés.

Dans plusieurs communes du Taravo, les habitants constatent également une présence massive de chenilles à proximité des habitations, des espaces publics et des exploitations agricoles, générant des nuisances importantes et un sentiment d'abandon face à ce phénomène.

À ma connaissance, ni l'ODARC ni l'OEC n'ont mis en œuvre de programme de lutte active à grande échelle contre le bombyx disparate en 2025-2026.

Les actions observées relèvent surtout du suivi scientifique et de la surveillance des foyers. La DRAAF a réalisé un suivi des défoliations puis des pontes pour évaluer le risque 2026. Les résultats publiés au printemps 2026 concluent à un risque globalement faible sur l'île, mais encore modéré localement dans le Taravo.

On parle de 5 000 hectares de zones utilisées pour l'élevage porcin extensif figurant parmi les surfaces touchées en 2025, avec des conséquences sur la ressource alimentaire naturelle des troupeaux.

Dans ce contexte, je souhaiterais savoir quel bilan l'ODARC dresse-t-il aujourd'hui de l'impact du bombyx pour les exploitations agricoles et les activités rurales situées dans les secteurs les plus touchés ?

L'Office envisage-t-il la mise en place d'un dispositif d'accompagnement ou d'indemnisation pour les exploitants qui subiraient des préjudices directement liés à cette pullulation ?

Enfin, la Collectivité de Corse envisage-t-elle un plan d'action spécifique afin d'accompagner les communes rurales confrontées à ce phénomène et de mieux anticiper les futures pullulations qui pourraient être favorisées par l'évolution climatique, sachant que le cycle à 10-15 ans est désormais bien identifié ?

Je vous remercie.